

ADOPTION DU RÈGLEMENT NUMÉRO 488-03-06-24 CONCERNANT LE FONCTIONNEMENT DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME (CCU) ET ABROGEANT LE RÈGLEMENT NUMÉRO 425-04-11-19

ATTENDU QUE le conseil municipal détient les pouvoirs de constituer un Comité consultatif d'urbanisme (CCU) en vertu des articles 146 à 148 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*;

ATTENDU QUE le conseil municipal juge nécessaire d'abroger le règlement numéro 425-04-11-19 et ses amendements;

ATTENDU QU'un avis de motion a été donné par pour le présent règlement à la séance ordinaire du 3 juin 2024;

ATTENDU QUE tous les membres du conseil présents déclarent l'avoir lu et renoncent à sa lecture;

EN CONSÉQUENCE il est proposé par M. Benoit Magny, appuyé par Mme Marie-Claude Samuel et résolu à l'unanimité des conseillers d'adopter le règlement numéro 488-03-06-24 et abrogeant le règlement numéro 425-04-11-19.

ARTICLE 1 Préambule

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2 Mandat du comité

Le Comité a le pouvoir d'étudier et de faire des recommandations:

- en matière d'urbanisme, de zonage, de lotissement et de construction.
- d'émettre des avis concernant toute demande d'autorisation effectuée en vertu de la Loi sur la protection du territoire agricole (L.R.Q., chap. P-41.1), dans la mesure où les questions concernent l'urbanisme;
- sur toute demande de dérogation mineure conformément aux dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chap. A-19.1);
- sur tout projet de plans d'aménagement d'ensemble (PAE), de plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA), de projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI) conformément aux dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chap. A-19.1);
- sur toute question relative à la protection des biens culturels s'il y a lieu conformément aux dispositions de la Loi sur les biens culturels (L.R.Q., chap. B-4), dans la mesure où les questions concernent l'urbanisme.
- évaluer le contenu du plan et des règlements d'urbanisme en vigueur sur le territoire de la municipalité et de proposer des modifications lorsque nécessaire.

ARTICLE 3 Conseil local du patrimoine

En plus des responsabilités énoncées à l'article, le comité consultatif d'urbanisme peut agir à titre de conseil local du patrimoine

Le conseil local du patrimoine a pour fonction de donner son avis au conseil municipal, à la demande de ce dernier, sur toute question relative à l'identification et à la protection du patrimoine culturel par la municipalité, c'est-à-dire pour l'application du chapitre IV de la Loi sur le patrimoine culturel (L.R.Q., chap. P-9.002)

Le conseil local du patrimoine doit aussi recevoir les représentations de toute personne intéressée à se faire entendre au sujet des projets d'identification et de citation. Il peut en outre recevoir et entendre les requêtes et les suggestions de personnes et de groupes sur toute question relative à l'application du chapitre IV de la Loi sur le patrimoine culturel (L.R.Q., chap. P-9.002) (article 153).

ARTICLE 4 Composition du comité

Le comité est composé de cinq (5) membres nommés par le conseil, dont :

Un (1) membre du conseil municipal;

Quatre (4) membres choisis parmi les contribuables résidant sur le territoire de la municipalité

Le conseil municipal peut aussi adjoindre au comité d'autres personnes, sur demande du comité ou du conseil, dont les services peuvent lui être nécessaires pour s'acquitter de ses fonctions. Ces personnes peuvent assister aux réunions du comité ou participer aux délibérations, toutefois, ces personnes n'ont pas le droit de vote.

ARTICLE 5 Durée du mandat

La durée du mandat des membres du comité est de deux ans.

Le terme des membres peut être renouvelé et se renouvelle automatiquement, à moins que le membre avise le conseil de son intention de ne pas poursuivre pour un autre mandat, ou que le conseil municipal nomme un nouveau membre en remplacement d'un membre ayant rempli son terme. Le mandat d'un membre du conseil prend fin au moment où il cesse d'en être membre ou lorsque le conseil décide de revoir les tâches de ce dernier.

Le conseil se garde le droit de révoquer en tout temps, par résolution, le mandat d'un membre ou d'une personne-ressource agissant pour le comité.

ARTICLE 6 Convocation

La convocation des membres aux réunions peut se faire par écrit ou oralement en prévoyant un délai suffisant pour qu'ils puissent y assister.

ARTICLE 7 Quorum

Le quorum des assemblées du comité est fixé à trois (3) membres.

ARTICLE 8 Abrogation

Le présent règlement abroge et remplace toutes les dispositions relatives au Comité consultatif d'urbanisme contenues dans le règlement numéro 425-04-11-19.

ARTICLE 9 Entrée en vigueur

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi. **ADOPTÉE**

/Christian Gendron, maire

/François Hénault, directeur général